

Convention collective départementale

IDCC : 749 | **BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS**
(Martinique)

(28 décembre 1973)

(Étendue par arrêté du 16 mars 1976,
Journal officiel du 5 mai 1976)

Protocole d'accord du 23 avril 2020

à l'accord du 17 janvier 2020
relatif aux salaires au 1^{er} février 2020

NOR : ASET2050456M

IDCC : 749

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

SEBTPAM ;

CNATP 972 ;

CAPEB 972,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FO ;

CFTC ;

CSTM ;

FTC CGTM FSM ;

CGTM BTP,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} | Champ d'application (modifié)

Le présent accord s'applique sur le territoire de Martinique aux entreprises et établissements visés par les conventions collectives des ouvriers et des ETAM du bâtiment, travaux publics et activités annexes de Martinique.

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail et concernant les entreprises de moins de 50 salariés.

Article 2 | Salaires

Les salaires des grilles en vigueur sont revalorisés de 1,20 % à compter du 1^{er} février 2020.

En conséquence, les nouvelles grilles applicables sont les suivantes :
Salaires des ouvriers (en euros) :

	Au 1 ^{er} février 2020
OM	10,17
OS2	10,32
OS3	10,66
OQ1	11,29
OQ2	12,06
OQ3	13,11
OHQ	14,16
MOP	14,50
CE1	14,87
CE2	15,91

Salaires des ETAM (en euros) :

Catégorie	Au 1 ^{er} février 2020
A	1 543,30
B	1 595,37
C	1 669,82
D	1 808,08
E	1 999,53
F	2 276,06
G	2 526,01
H	2 786,58

Article 3 | Prime de transport

À compter du 1^{er} février 2020, la prime de transport est portée à 65 €.

Article 4

Tout accord plus avantageux demeure acquis.

Article 5

Les parties conviennent de reprendre les discussions sur les salaires au mois de juin 2020. Elles se retrouveront au mois de mars 2020 sur les autres questions relatives à la convention collective. Les rencontres se tiendront à l'initiative de la partie la plus diligente.

Article 6

L'extension de cet accord sera demandée au ministre du travail.

Fait à Fort-de-France, le 23 avril 2020.

(Suivent les signatures.)